

Combattre les idées d'extrême-droite dans le monde du travail

Depuis maintenant de nombreux mois, nous constatons un climat politique et social alarmant. S'allier avec l'extrême droite ou reprendre ses idées ne constituent plus un interdit. Les propos et actes racistes et sexistes au travail et dans la vie se propagent. Les discours de haine, du rejet de l'autre, du bouc émissaire exploitant les peurs sont de plus en plus repris et admis.

Dans ce contexte politique, économique, social et sanitaire, les injustices explosent et génèrent une forte misère sociale. Les attaques contre les libertés et les droits sociaux s'accroissent gravement. Les politiques menées génèrent le développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et des processus d'exclusion. Cela accroît la désespérance.

Les absences de réponse aux questions sociales vécues par les salariés, les privés d'emploi, les retraités, mais aussi les jeunes, avec ses conséquences dramatiques fournissent un terreau exploité par l'extrême droite.

La montée des idées et de l'influence de l'extrême droite impacte le monde du travail et par conséquent le mouvement syndical. Par leur histoire, leurs traditions, leurs valeurs, dans leurs pratiques et leurs capacités à proposer et agir au quotidien contre les inégalités et les injustices, les organisations syndicales sont confrontées aux propos, aux programmes, aux idées et pratiques de l'extrême droite, qu'elles sont déterminées à combattre.

L'extrême droite : une imposture sociale

Elle incarne le courant politique issu en droite ligne de l'opposition à la République et à ses valeurs, depuis la Révolution jusqu'à la guerre d'Algérie, en passant par le régime de Vichy. Les récentes interventions de certaines de ses représentant·es les plus médiatiques le confirment, même si plusieurs années de tentative de "dédiabolisation" ont pu le

faire oublier. Elle représente le courant le plus hostile au syndicalisme, à la démocratie sociale, aux acquis du mouvement ouvrier.

La thèse de la préférence ou de la priorité nationale est antinomique avec les valeurs fondamentales du syndicalisme. L'exclusion, le rejet de l'autre, le repli de la France sur elle-même, la désignation de boucs émissaires, la dénonciation de l'immigration comme responsable de tous les maux sont des positions qui, l'histoire en témoigne, ne peuvent conduire qu'au pire.

Cette stratégie de division trompe les salariés sur les responsabilités et les solutions pour faire évoluer leurs situations.

Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, d'Indre et Loire récusent la banalisation des idées d'extrême droite dans le débat public, lesquelles tentent d'accréditer des thèses xénophobes et populistes à travers des thèmes qui touchent la protection sociale, les droits liés au travail, la remise en cause des syndicats.

Elles rappellent leurs actions quotidiennes pour rechercher et exiger des réponses face à cette situation sociale : en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, d'égalité d'accès aux droits, de protection sociale ou de retraite, de service public. Leur action est motivée par les valeurs qui sont celles du syndicalisme au cœur desquelles figurent la solidarité entre tous les salariés et la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires d'Indre et Loire réaffirment leur opposition aux idées d'extrême droite et à leur diffusion dans le monde du travail.

Elles proposent d'en débattre lors d'une réunion le :

jeudi 24 février 2022 à 18h00, Centre de Vie du Sanitas, Place Neuve à Tours.

Le débat se tiendra en présence de VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) et sera animé par un journaliste de l'Humanité.